



**Assemblée Nationale Hongroise
Commission des Affaires européennes
Président**

Monsieur Pierre Lequiller

Président de la Délégation pour l'Union européenne
Assemblée Nationale

Paris

Budapest, le 12 juin 2008

Monsieur,

Les membres de la COSAC ont toujours attaché de l'importance au principe de subsidiarité dans l'Union européenne. Les parlements nationaux jouent un rôle substantiel à cet égard même si le Traité de Lisbonne n'est pas en vigueur encore.

A la réunion de la COSAC à Brdo j'ai attiré l'attention des participants à un projet européen qui néglige le principe de subsidiarité avec plusieurs dispositions du document.

La proposition mentionnée concerne la régulation instituant une Autorité européenne du marché des communications électroniques (COM (2007) 699). La Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale hongroise a élaboré un avis déclarant que la mise en oeuvre des mesures proposées ne se conformerait pas au principe de subsidiarité.

Les éléments les plus frappants de la proposition sont les suivants :¹

1. Lorsqu'une autorité de régulation nationale n'a pas achevé son analyse du marché pertinent dans le délai fixé, la Commission pourrait demander à l'Autorité d'émettre un avis sur l'analyse du marché pertinent. Par conséquent, une analyse d'un marché domestique serait été accomplie au niveau européen, ce qui est contraire au principe de subsidiarité.

2. Les dispositions sur la collection et la redistribution des redevances pour le droit d'utilisation des radiofréquences et des numéros limiteraient de manière disproportionnée les droits actuels exclusifs des États membres afin de financer l'Autorité nouvelle.

A la réunion récente de la COSAC à Brdo, la discussion et l'adoption d'une position commune ont été reportées, mais étant donné l'importance du sujet nous avons convenu d'aborder la question à la réunion suivante.

Je considère que le parlement national de chaque état membre partage nos préoccupations. Outre une opinion partagée, l'intention évidente de la Commission de négliger le principe de subsidiarité donne l'occasion excellente pour une action concertée de la COSAC.

¹ Vous trouverez ci-joint l'Annex avec l'explication plus détaillée

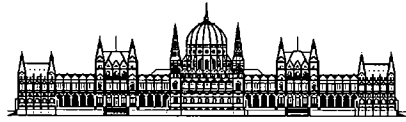


**Assemblée Nationale Hongroise
Commission des Affaires européennes
Président**

Je vous propose, aux représentantes de la présidence française de l'Union, que la question soit mis à l'ordre du jour, selon la décision à Brdo, et j'ai la ferme conviction que notre objective devrait être non seulement une position commune mais la démonstration du pouvoir des parlements nationaux et de la COSAC. Notre succès commun pourrait fondamentalement influencer le comportement futur de la Commission concernant les conditions du principe de subsidiarité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments dévoués.

Mátyás Eörsi



**Hungarian National Assembly
Committee on European Affairs
Chairperson**

Mr. Pierre Lequiller

President of the Delegation for the European Union

National Assembly

Paris

Budapest, 12 June 2008

Dear Mr. President,

Members of COSAC have always attached great importance to the principle of subsidiarity in the European Union. National parliaments play a substantial role in this regard even before the Lisbon Treaty enters into force.

At the Brdo COSAC meeting I have drawn the attention of the participants to a legislative proposal disregarding the subsidiarity principle in several of its provisions.

The proposal in question is the draft regulation establishing the European Electronic Communications Market Authority (COM (2007) 699). The Committee on European Affairs of the Hungarian National Assembly has found that implementation of the measures suggested would be in a significant breach of the subsidiarity principle.

The most striking elements of the proposal are the followings:¹

1. The European Commission, assisted by the Authority, shall be authorised to take over the analysis of a specific relevant market in a Member State if the national regulatory authority is significantly late in performing its duties. Consequently, a domestic market analysis would be carried out on the European level, which is contrary to the principle of subsidiarity.
2. The provisions on the collection and redistribution of usage fees for rights of use of radio frequencies and numbers would disproportionately restrict the current exclusive rights of the Member States in order to finance the new Market Authority.

At the last COSAC meeting in Brdo, the discussion and adoption of a common position has been postponed due to the lack of time, but considering the importance of the issue we have agreed to address the problem at the following meeting.

¹ See the Annex for detailed explanation



**Hungarian National Assembly
Committee on European Affairs
Chairperson**

I am convinced that the parliaments of each member state do share our concerns. Beyond our understanding, the evident intention to breach the subsidiarity principle provides an excellent opportunity for a concerted COSAC action.

I would like to kindly ask you as representative of the presidency to place the issue on the agenda, as agreed in Brdo, and I am convinced that our goal should not only be a common position but the demonstration of the power of national parliaments and COSAC. Our common success will have a lasting influence on the attitude of the Commission to the requirements of the subsidiarity principle.

Yours sincerely



Mátyás Eörsi